



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

LA REVUE FINANCIÈRE

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de janvier 2021

Canada

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2021)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN: 1487-0134

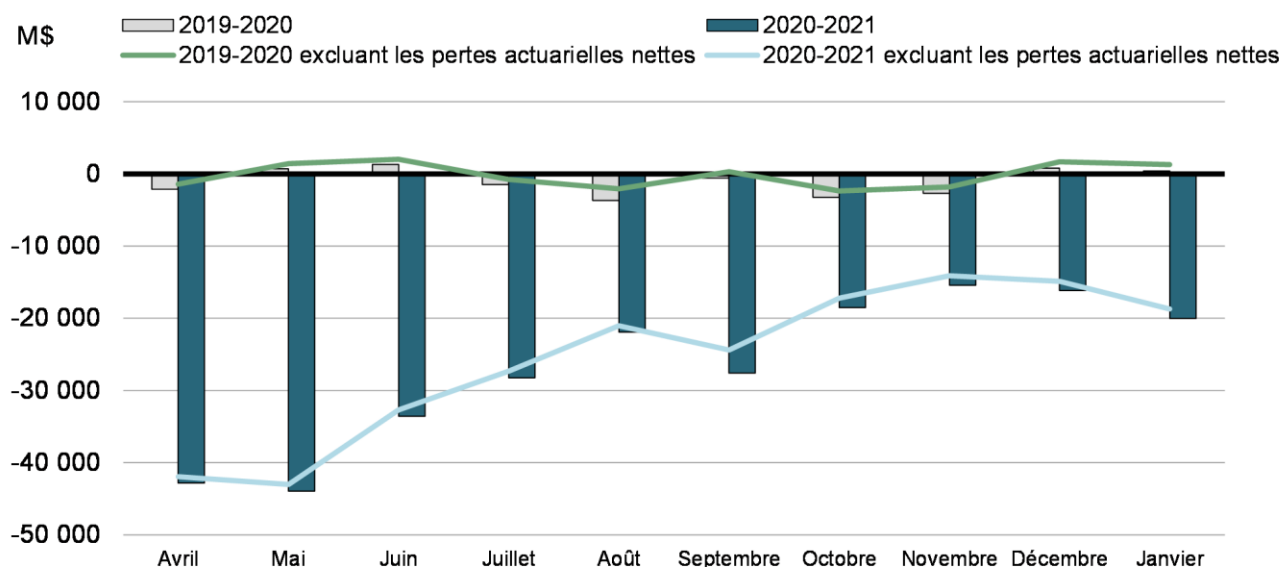
Faits saillants

Janvier 2021

Le mois de janvier 2021 s'est soldé par un déficit budgétaire de 20,0 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,4 milliard en janvier 2020. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 18,7 milliards, par rapport à un excédent de 1,3 milliard en janvier 2020. Le solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes est une nouvelle mesure qui complète le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes actuarielles nettes découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

Les résultats financiers du gouvernement pour 2020-2021 témoignent du ralentissement économique et des mesures temporaires mises en œuvre en vertu du plan d'intervention économique du gouvernement visant à soutenir les Canadiens et les entreprises du pays qui font face à des difficultés financières en raison de l'éclosion de la COVID-19.

Solde budgétaire mensuel et solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes



Par rapport au mois de janvier 2020 :

- Les revenus ont diminué de 2,2 milliards de dollars (7,4 %), en raison de la baisse des autres revenus.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 17,8 milliards de dollars (65,5 %), sous l'effet de l'augmentation des transferts aux entreprises et aux particuliers dans le cadre des mesures d'intervention du gouvernement pour répondre à la COVID-19.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 40 millions de dollars (2,2 %).
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (43,1 %), ce qui reflète les modifications aux évaluations actuarielles des pensions et des prestations, qui ont augmenté en grande partie en raison de la baisse des taux d'intérêt de fin d'année utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi que de l'augmentation des coûts associés à l'utilisation des prestations d'invalidité et d'autres avantages futurs fournis aux anciens combattants.

D'avril 2020 à janvier 2021

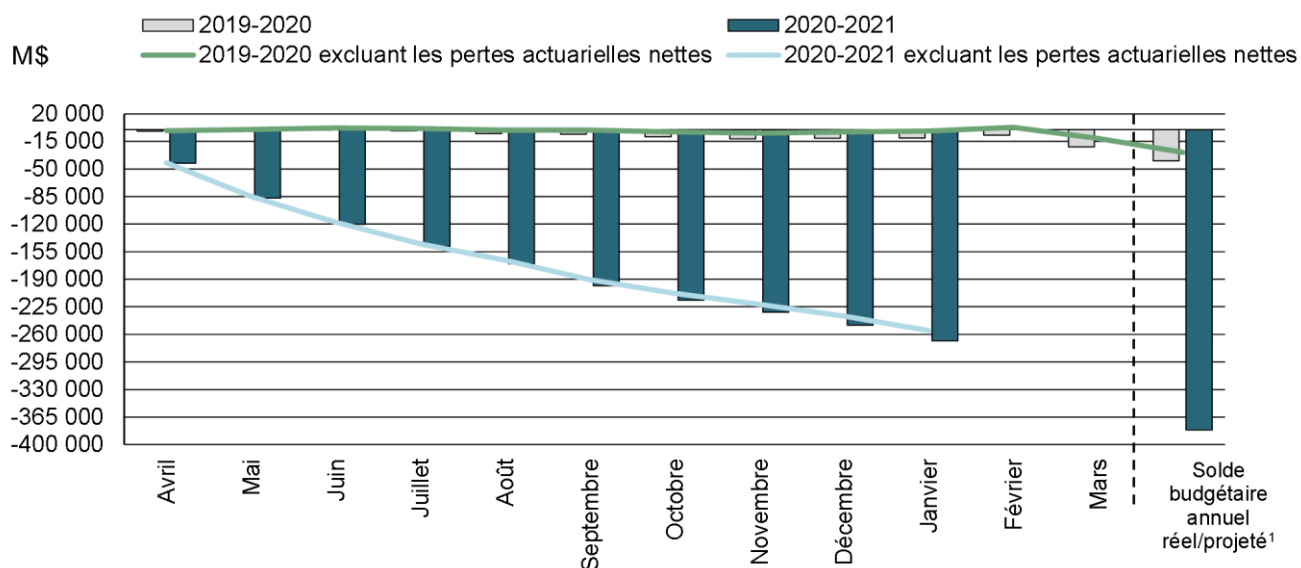
Pour la période d'avril à janvier de l'exercice 2020-2021, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 268,2 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 10,6 milliards pour la même période de 2019-2020. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 255,3 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 1,6 milliard pour la même période de 2019-2020.

La variation sans précédent des résultats financiers du gouvernement découle de la grave détérioration de la situation économique et des mesures temporaires mises en œuvre par l'intermédiaire du plan d'intervention économique du gouvernement destiné à soutenir les Canadiens et les entreprises du pays qui font face à des difficultés financières en raison de l'éclosion de la COVID-19 au cours de cette période.

Comparativement à l'exercice 2019-2020 :

- Les revenus ont diminué de 40,5 milliards de dollars (14,7 %), sous l'effet de la réduction généralisée des revenus, notamment des revenus fiscaux et d'autres revenus.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 216,3 milliards de dollars (83,9 %), en raison surtout des transferts versés aux particuliers, aux entreprises et aux autres administrations en vertu du Plan d'intervention économique, notamment la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et les prestations canadiennes de relance économique, la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), les transferts en vertu de l'Accord sur la relance sécuritaire et l'incitatif de 33 % du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC).
- Les frais de la dette publique ont diminué de 3,0 milliards de dollars (15,0 %), principalement sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt s'appliquant aux obligations du gouvernement en matière de régimes de retraite et autres avantages sociaux des employés, de rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation et de la baisse des intérêts sur les bons du Trésor.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 3,9 milliards de dollars (43,1 %), ce qui s'explique par la hausse de la valeur des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en fonction des évaluations actuarielles préparées aux fins des *Comptes publics du Canada 2020*. L'augmentation des pertes actuarielles nettes est principalement attribuable à la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi qu'à l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes



¹Sources : Rapport financier annuel du Gouvernement du Canada 2019-2020, Énoncé économique de l'automne de 2020

Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Janvier		Avril à janvier	
	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Opérations budgétaires				
Revenus	30 326	28 083	276 311	235 772
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ¹	-27 219	-45 053	-257 697	-473 951
Frais de la dette publique	-1 795	-1 755	-20 199	-17 169
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes ¹	1 312	-18 725	-1 585	-255 348
Pertes actuarielles nettes ¹	-897	-1 284	-8 970	-12 833
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	415	-20 009	-10 555	-268 181
Opérations non budgétaires	-1 654	3 902	-5 905	-39 580
Ressources ou besoins financiers	-1 239	-16 107	-16 460	-307 761
Variation nette dans les activités de financement	6 055	6 007	17 638	337 198
Variation nette dans l'encaisse	4 816	-10 100	1 178	29 437
Encaisse à la fin de la période			41 181	74 117

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

¹ Les données comparatives et celles d'avril à août 2020 ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

Revenus

Les revenus de 2020-2021 ont été touchés par les répercussions économiques de la crise de la COVID-19 et des mesures mises en œuvre dans le cadre du plan d'intervention économique du gouvernement, comme les reports d'impôt et la bonification unique du crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH). Cependant, étant donné qu'il est difficile d'isoler ces répercussions de l'activité économique sous-jacente, il s'avère impossible de donner une mesure exacte de l'incidence de la COVID-19 sur les revenus fédéraux.

En janvier 2021, les revenus se sont chiffrés à 28,1 milliards de dollars, soit une baisse de 2,2 milliards (7,4 %) comparativement à janvier 2020.

- Les recettes fiscales ont baissé de 0,2 milliard de dollars (0,8 %).
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 19 millions de dollars (0,7 %).
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (46,0 %), sous l'effet d'un prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2020.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements et les revenus nets sur opérations de change, ont diminué de 2,2 milliards de dollars (81,8 %). Cette baisse découle principalement des bénéfices moins élevés des sociétés d'État entreprises, particulièrement la Banque du Canada, et les revenus plus faibles provenant des intérêts et des pénalités. La baisse des bénéfices de la Banque du Canada est attribuable à ses achats de titres du gouvernement du Canada sur le marché secondaire en vue de soutenir la liquidité des marchés financiers. En vertu de normes comptables du secteur public, les primes versées à l'achat de ces obligations sont immédiatement passées en charges, ce qui a plus que compensé les gains d'intérêt sur les titres au cours du mois.

Pour la période d'avril à janvier de l'exercice 2020-2021, les revenus se sont chiffrés à 235,8 milliards de dollars, en baisse de 40,5 milliards (14,7 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les revenus fiscaux ont baissé de 16,5 milliards de dollars (7,1 %), ce qui est principalement attribuable à la baisse des revenus tirés de la TPS et de l'impôt sur le revenu des sociétés, en raison des répercussions de la COVID-19 et des mesures connexes comme le paiement supplémentaire unique du crédit pour la TPS/TVH. Pour sa part, la portion fédérale des revenus tirés des droits d'accise sur le cannabis ayant fait l'objet d'une cotisation a augmenté de 48 millions au cours de la période d'avril à janvier, pour passer à 82 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 milliard de dollars (1,4 %).
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (144,1 %), augmentation attribuable à l'adhésion de l'Alberta au système de redevance fédérale et à un prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2020.
- Les autres revenus ont baissé de 25,7 milliards de dollars (104,6 %), en raison surtout de la passation en charges immédiate des primes versées par la Banque du Canada sur ses achats de titres du gouvernement du Canada sur le marché secondaire, ainsi que de la baisse des bénéfices des autres sociétés d'État entreprises et des revenus provenant des intérêts et des pénalités.

Tableau 2

Revenus

	Janvier			Avril à janvier		
	2020	2021	Variation	2019-2020	2020-2021	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	14 288	15 186	6,3	136 950	137 075	0,1
Sociétés	4 049	3 874	-4,3	39 334	35 835	-8,9
Non-résidents	1 397	1 349	-3,4	8 496	7 042	-17,1
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	19 734	20 409	3,4	184 780	179 952	-2,6
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	3 655	2 943	-19,5	34 186	24 713	-27,7
Taxes sur l'énergie	472	418	-11,4	4 835	4 155	-14,1
Droits de douane à l'importation	408	327	-19,9	4 304	3 372	-21,7
Autres taxes et droits d'accise	514	477	-7,2	5 289	4 719	-10,8
Total des taxes et droits d'accise	5 049	4 165	-17,5	48 614	36 959	-24,0
Total des revenus fiscaux	24 783	24 574	-0,8	233 394	216 911	-7,1
Produits issus de la redevance sur les combustibles	250	365	46,0	1 273	3 108	144,1
Cotisations d'assurance-emploi	2 643	2 662	0,7	17 120	16 884	-1,4
Autres revenus	2 650	482	-81,8	24 524	-1 131	-104,6
Total des revenus	30 326	28 083	-7,4	276 311	235 772	-14,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

Les charges de programmes de 2020-2021 ont été considérablement touchées par les mesures de dépenses prises en vertu du Plan d'intervention économique, y compris la PCU, la SSUC, les mesures de l'Accord sur la relance sécuritaire, l'incitatif de 33 % du CUEC, les prestations canadiennes de relance économique, la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE) et l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC). De plus amples renseignements sur ces mesures sont présentés ci-dessous.

Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées en janvier 2021 à 45,1 milliards de dollars, soit une augmentation de 17,8 milliards (65,5 %) par rapport à janvier 2020.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, la PCU et les prestations canadiennes de relance économique ainsi que les prestations pour enfants, ont augmenté de 6,4 milliards de dollars (75,5 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,6 %).
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (192,3 %), en raison de l'augmentation du chômage attribuable à la crise et des changements temporaires apportés au programme d'assurance-emploi visant à améliorer l'accès.
 - Les prestations de relance économique et les versements de la PCU aux particuliers traités en marge du Compte des opérations de l'assurance-emploi ont totalisé 2,9 milliards de dollars. Les prestations canadiennes de relance économique comprennent la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants, lesquelles sont des programmes de soutien du revenu instaurés dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 34 millions (1,7 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (15,4 %), en grande partie sous l'effet des transferts versés aux provinces et aux territoires en vertu du Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire, ainsi que la croissance prévue par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 10,5 milliards de dollars (83,3 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a augmenté de 18 millions de dollars (450,0 %), ce qui est principalement attribuable à l'état d'avancement du programme et à l'augmentation des taux des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat pour l'année d'imposition 2019.
 - La SSUC correspond à des paiements totalisant 7,1 milliards de dollars versés aux employeurs admissibles en vertu du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 3,0 milliards de dollars (56,6 %), ce qui représente en grande partie un certain nombre de mesures d'intervention face à la COVID-19, comme l'expansion du programme du CUEC, la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL) et le doublement des montants du Programme canadien de bourses aux étudiants.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (4,6 %), ce qui est principalement attribuable aux achats de fournitures médicales et d'équipement de protection individuelle effectués afin de répondre à la crise de la COVID-19 et à une hausse des coûts liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en fonction des évaluations actuarielles mises à jour.

Les frais de la dette publique ont diminué de 40 millions de dollars (2,2 %).

Les pertes actuarielles nettes, qui représentent l'amortissement des changements à l'évaluation des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (43,1 %), principalement attribuables à la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi qu'à l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Pour la période d'avril à janvier de l'exercice 2020-2021, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 474,0 milliards de dollars, soit une hausse de 216,3 milliards (83,9 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, la PCU et les prestations canadiennes de relance économique ainsi que les prestations pour enfants, ont augmenté de 91,5 milliards de dollars (110,6 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (4,8 %), en raison de la hausse du nombre de bénéficiaires.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 36,2 milliards de dollars (227,7 %), en raison de la hausse du taux de chômage provoquée par la crise et des changements temporaires apportés au programme d'assurance-emploi visant à améliorer l'accès. Les prestations d'assurance-emploi comprennent 27,5 milliards en versements de la PCU traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi.
 - Les prestations de relance économique et les versements de la PCU aux particuliers traités en marge du Compte des opérations de l'assurance-emploi ont totalisé 50,6 milliards de dollars.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 2,4 milliards de dollars (11,9 %), ce qui est principalement attribuable à la bonification ponctuelle de l'Allocation canadienne pour enfants en mai 2020.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 19,4 milliards de dollars (29,4 %), en grande partie sous l'effet des facteurs suivants : les transferts versés en vertu de l'Accord sur la relance sécuritaire et du complément salarial pour les travailleurs essentiels; la croissance prévue par la loi en 2020-2021 du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires; le financement pour nettoyer les puits pétroliers et gaziers orphelins et inactifs; les transferts du Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire. Ces hausses ont été compensées en partie par une charge de 1,9 milliard, comptabilisée en avril 2019, qui découle de l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia entre le Canada et Terre-Neuve-et-Labrador, qui ne s'est pas reproduite en 2020-2021.

- Les charges de programmes directes ont augmenté de 105,3 milliards de dollars (96,7 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a augmenté de 1,5 milliard de dollars (118,9 %), ce qui est principalement attribuable à la poursuite de l'administration des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, à un taux accru, pour l'année d'imposition 2019.
 - Les versements de la SSUC aux employeurs admissibles se sont chiffrés à 66,4 milliards de dollars.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 32,7 milliards de dollars (89,8 %), ce qui est principalement attribuable à un certain nombre de mesures d'intervention pour répondre à la COVID-19, dont l'incitatif de 33 % du CUEC, les transferts aux étudiants en vertu de la PCUE, le soutien aux aînés pour couvrir la hausse des coûts attribuable à la COVID-19, et les paiements effectués en vertu des programmes de l'AUCLC et de la SUCL.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, organismes, sociétés d'État consolidées et autres entités du gouvernement ont augmenté de 4,7 milliards de dollars (6,7 %), ce qui est principalement attribuable aux achats de fournitures médicales et d'équipement de protection individuelle effectués afin de répondre à la crise de la COVID-19 et à une hausse des coûts liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en fonction des évaluations actuarielles mises à jour.

Les frais de la dette publique ont diminué de 3,0 milliards de dollars (15,0 %), principalement en raison de la diminution des intérêts sur les obligations liées aux régimes de retraite et autres avantages sociaux, des rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation, et de la baisse des intérêts sur les bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 3,9 milliards de dollars (43,1 %), sous l'effet de la hausse des obligations du gouvernement au titre des prestations de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs. La hausse des pertes actuarielles nettes s'explique en grande partie par la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, et de l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Tableau 3

Charges

	Janvier			Avril à janvier		
	2020	2021	Variation	2019-2020	2020-2021	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	4 772	4 945	3,6	46 586	48 842	4,8
Prestations d'assurance-emploi ¹	1 745	5 101	192,3	15 890	52 076	227,7
Prestation canadienne d'urgence et prestations de relance économique ¹	-	2 866	s.o.	-	50 649	s.o.
Prestations pour enfants	2 003	2 037	1,7	20 225	22 631	11,9
Total des principaux transferts aux particuliers	8 520	14 949	75,5	82 701	174 198	110,6
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	3 364	3 489	3,7	33 644	34 891	3,7
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 215	1 252	3,0	12 155	12 519	3,0
Péréquation	1 653	1 714	3,7	16 531	17 144	3,7
Formule de financement des territoires	268	284	6,0	3 411	3 612	5,9
Fonds de la taxe sur l'essence	41	-	-100,0	2 134	2 170	1,7
Soins à domicile et soins de santé mentale	64	-	-100,0	1 079	1 249	15,8
Autres arrangements fiscaux ²	-463	350	175,6	-2 840	13 977	592,1
Total des principaux transferts aux autres administrations	6 142	7 089	15,4	66 114	85 562	29,4
Charges de programmes directes³						
Retour des produits issus de la redevance sur les combustibles	4	22	450,0	1 285	2 813	118,9
Subvention salariale d'urgence du Canada	-	7 062	s.o.	-	66 377	s.o.
Autres paiements de transfert	5 388	8 435	56,6	36 367	69 027	89,8
Charges de fonctionnement	7 165	7 496	4,6	71 230	75 974	6,7
Total des charges de programmes directes	12 557	23 015	83,3	108 882	214 191	96,7
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes³	27 219	45 053	65,5	257 697	473 951	83,9
Frais de la dette publique	1 795	1 755	-2,2	20 199	17 169	-15,0
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes³	29 014	46 808	61,3	277 896	491 120	76,7
Pertes actuarielles nettes ³	897	1 284	43,1	8 970	12 833	43,1
Total des charges	29 911	48 092	60,8	286 866	503 953	75,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les données d'avril à août 2020 ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

² Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôtières; les paiements aux provinces relativement à la réglementation commune des valeurs mobilières; les transferts effectués en vertu de l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia conclue avec Terre-Neuve-et-Labrador; le complément salarial pour les travailleurs essentiels, les transferts en vertu de l'Accord sur la relance sécuritaire; et d'autres éléments.

³ Les données comparatives et les données d'avril à août 2020 ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4

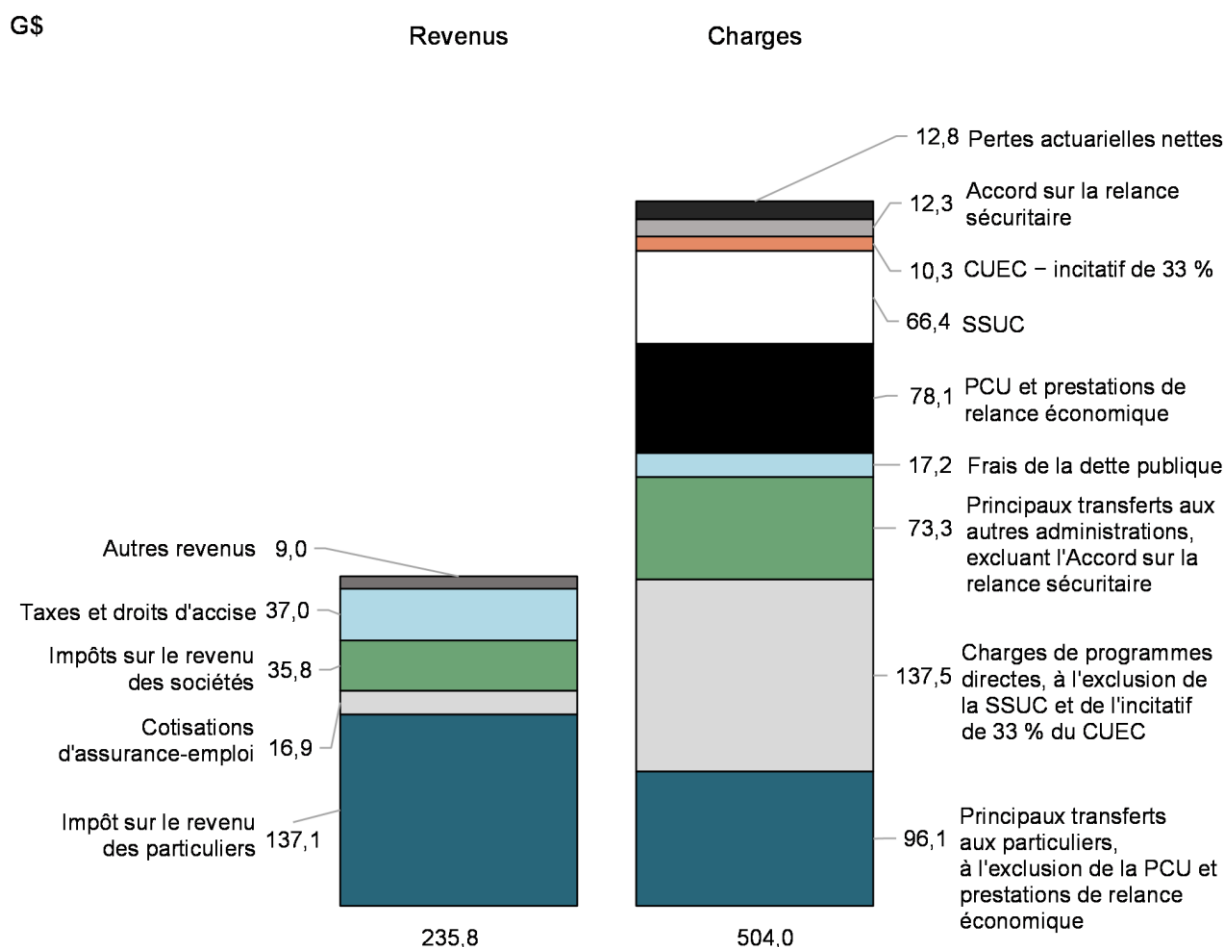
Total des charges, par article de charges

	Janvier			Avril à janvier		
	2020	2021	Variation	2019-2020	2020-2021	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert	20 054	37 557	87,3	186,467	397,977	113,4
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes ¹	4 200	4 576	9,0	41 822	45 157	8,0
Transports et communications	209	127	-39,2	2 177	1 408	-35,3
Information	29	51	75,9	248	307	23,8
Services professionnels et spéciaux	971	1 034	6,5	8 912	9 037	1,4
Location	298	358	20,1	2 640	2 799	6,0
Réparation et entretien	247	257	4,0	2 501	2 326	-7,0
Services publics, fournitures et approvisionnements	206	534	159,2	2 075	4 843	133,4
Autres subventions et charges	568	111	-80,5	6 466	5 530	-14,5
Amortissement des immobilisations corporelles	427	438	2,6	4 270	4 475	4,8
Perte nette sur cession de biens	10	10	0,0	119	92	-22,7
Total des autres charges	7 165	7 496	4,6	71 230	75 974	6,7
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes¹	27 219	45 053	65,5	257 697	473 951	83,9
Frais de la dette publique	1 795	1 755	-2,2	20 199	17 169	-15,0
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes¹	29 014	46 808	61,3	277 896	491 120	76,7
Pertes actuarielles nettes ¹	897	1 284	43,1	8 970	12 833	43,1
Total des charges	29 911	48 092	60,8	286 866	503 953	75,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les données comparatives et les données d'avril à août 2020 ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

Revenus et charges (avril 2020 à janvier 2021)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 307,8 milliards de dollars pour la période d'avril 2020 à janvier 2021

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, placements et avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 268,2 milliards de dollars et des besoins de 39,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2020 à janvier 2021 s'est soldée par des besoins financiers de 307,8 milliards, comparativement à des besoins financiers de 16,5 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

L'augmentation des besoins financiers au titre des opérations non budgétaires pour la période d'avril 2020 à janvier 2021 était principalement attribuable aux variations des prêts, placements et avances ainsi que des comptes créditeurs, des charges à payer et des comptes débiteurs. Les variations des prêts, placements et avances découlent principalement des prêts du CUEC, tandis que les variations des créditeurs, des charges à payer et des débiteurs tiennent compte d'un bon nombre de facteurs, notamment de différences d'un exercice à l'autre des soldes d'impôt à recevoir et des sommes à payer relativement aux impôts.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Janvier		Avril à janvier	
	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	415	-20 009	-10 555	-268 181
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	1 471	4 568	-1 666	-16 168
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	762	1 143	8 923	13 392
Comptes d'opérations de change	-2 351	751	-1 136	5 140
Prêts, placements et avances	-1 205	-2 036	-10 210	-37 639
Actifs non financiers	-331	-524	-1 816	-4 305
Total des opérations non budgétaires	-1 654	3 902	-5 905	-39 580
Ressources ou besoins financiers	-1 239	-16 107	-16 460	-307 761

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 337,2 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 307,8 milliards de dollars et a augmenté ses soldes de trésorerie de 29,4 milliards en augmentant la dette non échue de 337,2 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

À la fin du mois de janvier 2021, les soldes de trésorerie s'élevaient à 74,1 milliards de dollars, soit 29,4 milliards de plus qu'à la fin du mois de mars 2020. L'augmentation considérable de la trésorerie est principalement attribuable aux emprunts effectués afin de répondre aux besoins financiers prévus du gouvernement dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Janvier		Avril à janvier	
	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Ressources ou besoins financiers	-1 239	-16 107	-16 460	-307 761
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 740	17 105	29 729	249 340
Bons du Trésor	-	-11 400	-9 500	85 633
Titres au détail	-19	-3	-706	-192
Total des emprunts en dollars canadiens	3 721	5 702	19 523	334 781
Emprunts en devises	1 032	55	-88	1 226
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	4 753	5 757	19 435	336 007
Réévaluation de swaps de devises	1 387	106	-1 245	-7 196
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-74	153	328	8 591
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-11	-9	-880	-204
Variation nette dans les activités de financement	6 055	6 007	17 638	337 198
Variation de la trésorerie	4 816	-10 100	1 178	29 437
Trésorerie à la fin de l'exercice			41 181	74 117

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dettes fédérales

La dette fédérale, ou le déficit accumulé, correspond à l'écart entre le total des passifs et le total des actifs du gouvernement. La variation d'une année à l'autre du déficit accumulé découle du solde budgétaire cumulé de l'exercice visé, auquel s'ajoutent les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global se composent de certains gains et pertes non réalisés sur des instruments financiers ainsi que de gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés qui sont comptabilisés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques.

Le déficit accumulé a augmenté de 271,7 milliards de dollars d'avril 2020 à janvier 2021, en raison du déficit budgétaire de 268,2 milliards enregistré pendant cette période et de pertes de 3,5 milliards au titre des autres éléments du résultat global.

Tableau 7

État condensé de l'actif et du passif

M\$

	31 mars 2020	31 janvier 2021	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer ¹	163 833	165 225	1,392
Dettes portant intérêt			
Dettes non échues			
Payables en dollars canadiens			
Obligations négociables	596 864	846 204	249 340
Bons du Trésor	151 867	237 500	85 633
Titres au détail	497	305	-192
Total partiel	749 228	1 084 009	334 781
Payables en devises	15 941	17 167	1 226
Compte de réévaluation de swaps de devises	10 592	3 396	-7 196
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	2 487	11 078	8 591
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 503	5 299	-204
Total de la dette non échue	783 751	1 120 949	337 198
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	168 596	167 818	-778
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	126 378	140 620	14 242
Autres passifs	6 051	5 979	-72
Total des régimes de retraite et autres passifs	301 025	314 417	13 392
Total de la dette portant intérêt	1 084 776	1 435 366	350 590
Total des passifs	1 248 609	1 600 591	351 982
Actifs financiers			
Trésorerie et créances ¹	173 715	220 712	46 997
Comptes d'opérations de change	104 903	99 763	-5 140
Prêts, placements et avances (après déduction des provisions) ²	152 502	186 599	34 097
Actifs des régimes de retraite du secteur public	4 598	4 598	-
Total des actifs financiers	435 718	511 672	75 954
Dettes nettes	812 891	1 088 919	276 028
Actifs non financiers	91 531	95 836	4 305
Dettes fédérales (déficit accumulé)	721 360	993 083	271 723

Nota – Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les chiffres ont été rajustés afin de refléter une correction apportée à la classification de certains montants au cours de l'exercice actuel.

² Le montant du 31 janvier 2021 inclut des pertes de 3,5 milliards de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises pour la période d'avril 2020 à janvier 2021.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances du Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada* accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars une fois que d'autres renseignements sont connus dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7 État condensé de l'actif et du passif est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent habituellement à l'automne.

8. Le ministère des Finances a changé la présentation des résultats financiers dans *La revue financière* afin de :
- a) présenter séparément la constatation des gains et des pertes actuariels liés aux régimes de retraite du secteur public et aux autres avantages futurs des employés et des anciens combattants; et b) tenir compte des versements de la PCU aux particuliers traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi à même les prestations d'assurance-emploi. Cette nouvelle présentation correspond à celle adoptée dans l'État consolidé condensé des résultats et du déficit accumulé du *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*.

a. Les gains et les pertes actuariels étaient comptabilisés auparavant dans les charges de programmes directes mais sont maintenant présentés dans un nouveau poste intitulé « pertes actuarielles nettes ». Un nouvel élément de total partiel intitulé « solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes » a aussi été ajouté. L'objectif de cette présentation révisée consiste à améliorer les rapports financiers et la prise de décision pour les utilisateurs en isolant l'incidence des réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite du secteur public et des autres avantages futurs des employés et des anciens combattants lesquels sont souvent importants et peuvent cacher des événements sous-jacents et des tendances dans les dépenses actuelles du gouvernement. Les résultats pour la période d'avril à août 2020 et les données comparatives pour l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à cette nouvelle présentation. Des précisions au sujet de ce changement de présentation se trouvent dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020* affiché sur le site Web du ministère des Finances du Canada.

b. Les versements de la PCU traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi étaient déclarés auparavant dans *La revue financière* au poste de la Prestation canadienne d'urgence mais se trouvent maintenant au poste des prestations d'assurance-emploi. Les résultats pour la période d'avril à août 2020 ont été reclassés afin de se conformer à cette nouvelle présentation.

Nota – Sauf avis contraire les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Février 2021